

# Commission paritaire de l'industrie alimentaire

Convention collective de travail du 5 décembre 2003 relative à une indemnité complémentaire après licenciement dans le secteur des boulangeries

## Chapitre I - Champ d'application.

**Art. 1. § 1.** La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers des boulangeries, des pâtisseries qui fabriquent des produits « frais » de consommation immédiate à très court délai de conservation et des salons de consommation annexés à une pâtisserie.

§ 2. Par "ouvriers" sont visés les ouvriers masculins et féminins.

## Chapitre II - Définition de « petites boulangeries et pâtisseries »

**Art. 2.** Par « petites boulangeries et pâtisseries » on entend les boulangeries, les pâtisseries qui fabriquent des produits « frais » de consommation immédiate à très court délai de conservation et les salons de consommation annexés à une pâtisserie qui ne répondent pas simultanément aux trois critères suivants :

- Nombre de personnes (travailleurs à temps plein et à temps partiel, exprimés en têtes) occupées supérieur à 20 au moment de la signification du préavis ou de la rupture du contrat ;
- Chiffre d'affaires de l'exercice précédent supérieur à 1.859.200€ ;
- Utilisation d'un four à tunnel.

## Chapitre III - Régime général.

**Art. 3.** Le régime du présent chapitre s'applique aux employeurs et aux ouvriers visés à l'article 1, à l'exception des « petites boulangeries et pâtisseries ».

**Art. 4.** En cas de licenciement par l'employeur en application de l'art. 61 de la loi relative aux contrats de travail, les ouvriers reçoivent, en plus des allocations de chômage auxquelles ils ont droit, une indemnité complémentaire à charge de l'employeur.

**Art. 5.** L'indemnité complémentaire s'élève à 5 € par jour de chômage couvert par une allocation de chômage.

**Art. 6.** Cette indemnité complémentaire est due pour les jours de chômage après le délai de préavis ou la période couverte par l'indemnité de rupture durant une période égale à une semaine par année complète d'ancienneté.

**Art. 7.** Cette indemnité complémentaire ne peut être cumulée avec l'indemnité dans le cadre de la prépension, du licenciement collectif ou de la fermeture d'entreprise.

**Art. 8.** Les entreprises concernées par le présent chapitre peuvent récupérer partiellement le coût de ce régime auprès du Fonds Social et de Garantie de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés à une pâtisserie selon les modalités fixées par le Conseil d'Administration du Fonds Social et de Garantie pour la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés à une pâtisserie.

## Chapitre IV - Régime applicable aux « petites boulangeries et pâtisseries »

**Art. 9.** Le régime du présent chapitre s'applique aux employeurs et aux ouvriers des

REGISTR. ENI  
GISTR.  
NR. N°  
06-02-004  
05-12-2003  
DEERLEGGING-DEPOT

69754 / 11803

« petites boulangeries et pâtisseries » ressortissant à la commission paritaire de l'industrie alimentaire.

Art. 10. En cas de licenciement par l'employeur, les ouvriers reçoivent, en plus des allocations de chômage auxquelles ils ont droit, une indemnité complémentaire à charge du Fonds Social et de Garantie de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés.

Art. 11. L'indemnité complémentaire s'élève à 5 € par jour de chômage couvert par une allocation de chômage.

Art. 12. Cette indemnité complémentaire est due pour les jours de chômage après le délai de préavis ou la période couverte par l'indemnité de rupture durant une période fixée à :

- 3 semaines lorsqu'il s'agit d'ouvriers ayant entre 10 et moins de 15 ans d'ancienneté dans l'entreprise ;
- 6 semaines lorsqu'il s'agit d'ouvriers ayant entre 15 et moins de 20 ans d'ancienneté dans l'entreprise ;
- 8 semaines lorsqu'il s'agit d'ouvriers ayant 20 ans ou plus d'ancienneté dans l'entreprise.

Art. 13. Cette indemnité complémentaire ne peut être cumulée avec l'indemnité dans le cadre de la prépension, du licenciement collectif ou de la fermeture d'entreprise.

#### **Chapitre V - Durée de la convention.**

Art. 14. La présente convention collective de travail entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2004 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle remplace la convention collective de travail du 16 novembre 2001 relative à une indemnité complémentaire après licenciement dans le secteur des boulangeries (Numéro d'enregistrement 60866/CO/1180300).

La présente convention collective de travail peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de six mois, adressé par lettre recommandée au président de la C.P. de l'industrie alimentaire et aux organisations y représentées.

-----

Annexe :

**FONDS SOCIAL ET DE GARANTIE DE LA BOULANGERIE, PATISSERIE ET  
SALONS DE CONSOMMATION ANNEXES**  
Boulevard Louis Mettewie 83 Boîte 42 - 1080 Bruxelles  
(Tel. 02/469.27.86 - Fax 02/469.21.40)

*Formulaire de demande d'intervention du Fonds social pour l'indemnité complémentaire aux  
allocations de chômage après licenciement*

**A compléter par l'ouvrier / ouvrière (UNIQUEMENT s'il s'agit d'un OUVRIER /  
OUVRIERE)**

Le(a) soussigné(e) :

Nom et prénom : .....

Rue ..... N° ..... Boite .....

Code postal ..... Commune .....

N° téléphone ..... N° de registre national .....

N° de compte bancaire .....

sollicite l'indemnité complémentaire aux allocations de chômage après licenciement pour la  
période allant du ..... / ..... / ..... au ..... / ..... / ..... inclus.

Date ..... / ..... / .....

Signature

**Je joins en annexe copie de mon C4.**

**A compléter par l'organisme de paiement (syndicat ou caisse auxiliaire)**

Le(a) soussigné(e) .....

Mandataire de l'organisme de paiement mentionné ci-dessous

Déclare par la présente que le travailleur susmentionné a reçu des allocations de chômage pour la  
période allant du ..... / ..... / ..... au ..... / ..... / ..... inclus.

Nombre de jours indemnisés pendant cette période : ..... jours

Date ..... / ..... / .....

Cachet de l'organisme de paiement

Signature

**Les demandes sont introduites et traitées par période 4 semaines ou à la fin de la période  
complète durant laquelle vous avez droit à l'indemnité complémentaire. Le formulaire de  
demande doit être introduit auprès du Fonds Social, soit directement, soit par le biais de  
votre syndicat. Une copie du C4 doit être jointe.**

4

**INTERVENTION DU FONDS SOCIAL ET DE GARANTIE INDEMNITE  
COMPLEMENTAIRE A UXALLOCA TIONS DE CHOMAGE APRES  
LICENCIEMENT POUR LES OUVRIERS DES PETITES BOULANGERIES ET  
PATISSERIES**

**MODALITES**

Ce régime s'applique aux employeurs et aux ouvriers des « petites boulangeries et pâtisseries » ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie alimentaire.

Par « petites boulangeries et pâtisseries » on entend les boulangeries, les pâtisseries qui fabriquent des produits « frais » de consommation immédiate à très court délai de conservation et les salons de consommation annexés à une pâtisserie qui ne répondent pas simultanément aux trois critères suivants :

- Nombre de personnes (travailleurs à temps plein et à temps partiel, exprimés en têtes) occupées supérieur à 20 au moment de la signification du préavis ou de la rupture du contrat ;
- Chiffre d'affaires de l'exercice précédent supérieur à 1.859.200 €
- Utilisation d'un four à tunnel.

En cas de licenciement par l'employeur, les ouvriers reçoivent, en plus des allocations de chômage auxquelles ils ont droit, une indemnité complémentaire à charge du Fonds Social et de Garantie de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés.

L'indemnité complémentaire s'élève à 5 € par jour de chômage couvert par une allocation de chômage.

Cette indemnité complémentaire est due pour les jours de chômage après le délai de préavis ou la période couverte par l'indemnité de rupture durant une période fixée à :

- 3 semaines lorsqu'il s'agit d'ouvriers ayant entre 10 et moins de 15 ans d'ancienneté dans l'entreprise ;
- 6 semaines lorsqu'il s'agit d'ouvriers ayant entre 15 et moins de 20 ans d'ancienneté dans l'entreprise ;
- 8 semaines lorsqu'il s'agit d'ouvriers ayant 20 ans ou plus d'ancienneté dans l'entreprise.

Cette indemnité complémentaire ne peut être cumulée avec l'indemnité dans le cadre de la prépension, du licenciement collectif ou de la fermeture d'entreprise.

Le bénéficiaire introduit sa demande moyennant le formulaire de demande au verso, soit directement, soit par le biais de son syndicat. Une copie du C4 doit être jointe. Les demandes sont introduites et traitées par période de 4 semaines ou à la fin de la période complète durant laquelle on a droit à l'indemnité.

# Paritair Comité voor de voedingsnijverheid

Collectieve arbeidsovereenkomst van 5 december 2003 betreffende een aanvullende vergoeding na ontslag in de sector bakkerijen

## Hoofdstuk I - Toepassingsgebied.

Art. 1. § 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de arbeiders van de bakkerijen, de banketbakkerijen die "verse" producten vervaardigen voor onmiddellijke consumptie met zeer beperkte houdbaarheid en de verbruikszalen bij een banketbakkerij.

§ 2. Met "arbeiders" worden de mannelijke en de vrouwelijke arbeiders bedoeld.

## Hoofdstuk II - Definitie van "kleine bakkerijen en banketbakkerijen".

Art. 2. Onder "kleine bakkerijen en banketbakkerijen" wordt verstaan de bakkerijen, de banketbakkerijen die "verse" producten vervaardigen voor onmiddellijke consumptie met zeer beperkte houdbaarheid en de verbruikszalen bij een banketbakkerij, die niet gelijktijdig aan de drie volgende voorwaarden voldoen :

- Aantal tewerkgestelde personen (voltijdsen en deeltijdsen, in hoofden uitgedrukt) hoger dan 20 op het ogenblik van de betekening van de opzeg of de verbreking van de arbeidsovereenkomst;
  - Zakencijfer tijdens het voorgaande boekjaar hoger dan 1.859.200€
- Gebruik van een tunneloven

## Hoofdstuk III - Algemene regeling.

Art. 3. De regeling in dit hoofdstuk is van toepassing op de werkgevers en de arbeiders bedoeld in artikel 1, met uitzondering van de "kleine bakkerijen en banketbakkerijen".

Art. 4. Bij ontslag door de werkgever bij toepassing van art. 61 van de wet op de arbeidsovereenkomsten, ontvangen de arbeiders, boven de werkloosheidsuitkeringen waarop zij recht hebben, een aanvullende vergoeding ten laste van de werkgever.

Art. 5. De aanvullende vergoeding bedraagt 5 € per werkloosheidsdag gedekt door een werkloosheidsuitkering.

Art. 6. Deze aanvullende vergoeding is verschuldigd voor de dagen van werkloosheid na de opzeggingstermijn of periode gedekt door een opzeggingsvergoeding tijdens een periode gelijk aan één week per volledig jaar anciënniteit.

Art. 7. Deze aanvullende vergoeding kan niet worden gecumuleerd met de vergoeding in het kader van brugpensioenen, collectief ontslag of sluiting van onderneming.

Art. 8. De in dit hoofdstuk beoogde ondernemingen kunnen de kost van deze regeling gedeeltelijk recupereren bij het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij volgens de modaliteiten vastgelegd door de Raad van Bestuur van het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij.

## Hoofdstuk IV - Regeling van toepassing op de kleine bakkerijen en banketbakkerijen.

Art. 9. De regeling in dit hoofdstuk is van toepassing op de werkgevers en de arbeiders

NEERLEGGING-DÉPÔT  
REGISTR.-ENREGISTR.  
05-12-2003  
06-02-2004  
9g

69759

31

11803

9

van de "kleine bakkerijen en banketbakkerijen" die ressorteren onder het paritair comité voor de voedingsnijverheid.

**Art. 10.** Bij ontslag door de werkgever ontvangen de arbeiders, boven de werkloosheidsuitkeringen waarop zij recht hebben, een aanvullende vergoeding ten laste van het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij.

**Art. 11.** De aanvullende vergoeding bedraagt 5 € per werkloosheidsdag gedekt door een werkloosheidsuitkering.

**Art. 12.** De aanvullende vergoeding is verschuldigd voor de dagen van werkloosheid na de opzeggingstermijn of periode gedekt door een opzeggingsvergoeding gedurende een periode vastgesteld op :

- 3 weken wat de arbeiders betreft die tussen 10 en minder dan 15 jaren anciënniteit in de onderneming tellen;
- 6 weken wat de arbeiders betreft die tussen 15 en minder dan 20 jaren anciënniteit in de onderneming tellen;
- 8 weken wat de arbeiders betreft die 20 of meer jaren anciënniteit in de onderneming tellen.

**Art. 13.** Deze aanvullende vergoeding kan niet worden gecumuleerd met de vergoeding in het kader van brugpensioen, collectief ontslag of sluiting van onderneming.

#### **Hoofdstuk V - Looptijd van de overeenkomst.**

**Art. 14.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2004 en is gesloten voor onbepaalde duur. Zij vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 november 2001 betreffende een aanvullende vergoeding na ontslag (Registratienummer 60866/CO/1180300).

Deze collectieve arbeidsovereenkomst kan door één der partijen worden opgezegd mits een opzegging van zes maanden, gericht per aangetekende brief aan de voorzitter van het P.C. voor de voedingsnijverheid en aan de erin vertegenwoordigde organisaties.

-----

Bijlage :

**WAARBORG- EN SOCIAAL FONDS VOOR DE BAKKERIJ, BANKETBAKKERIJ EN  
VERBRUIKSZALEN BIJ EEN BANKETBAKKERIJ**  
Louis Mettwielaan 83 - bus 42 - 1080 BRUSSEL  
(Tel. 02/469.27.86 - Fax 02/469.21.40)

*Aanvraagformulier tussenkomst van het Sociaal Fonds voor de aanvullende vergoeding boven  
de werkloosheidsuitkeringen na ontslag*

Door de arbeider/arbeidster in te vullen (ENKEL als het een ARBEIDER/ARBEIDSTER  
betreft).

Ondergetekende :

Naam en voornaam .....

Straat ..... Nr ..... Bus .....

Postcode ..... Gemeente .....

Telefoonnummer ..... Rijksregisternummer .....

Bankrekeningnummer .....

vraagt een aanvullende vergoeding, boven de werkloosheidsuitkeringen, na ontslag aan voor de  
periode van ..... / ..... / ..... tot en met ..... / ..... / .....

Datum ..... / ..... / .....

Handtekening

**Ik voeg hierbij een kopie van mijn C4.**

Door de uitbetalingsinstelling in te vullen (vakbond of hulpkas)

Ondergetekende .....

Gevolmachtigde van de hieronder vermelde uitbetalingsinstelling

Verklaart hierbij dat bovenvermelde werknemer werkloosheidsuitkeringen heeft ontvangen voor  
de periode gaande van ..... / ..... / ..... tot en met ..... / ..... / .....

Aantal dagen uitkering ontvangen tijdens deze periode : ..... dagen.

Datum ..... / ..... / .....

Stempel van de uitbetalingsinstelling

Handtekening

**De aanvragen worden ingediend en behandeld per periode van 4 weken of na het einde van  
de volledige periode tijdens dewelke u recht hebt op de aanvullende vergoeding.  
Aanvraagformulier samen met kopie van uw C4 in te dienen bij het Sociaal Fonds, hetzij  
rechtsreeks, hetzij via uw vakbond.**

4

**TUSSENKOMST VAN HET SOCIAAL FONDS AANVULLENDE  
VERGOEDING BOVEN DE WERKLOOSHEIDSUITKERINGEN NA  
ONTSLAG VOOR DE ARBEIDERS VAN KLEINE BAKKERIJEN EN  
BANKETBAKKERIJEN**

**MODALITEITEN**

De regeling is van toepassing op de werkgevers en de arbeiders van de "kleine bakkerijen en banketbakkerijen" die ressorteren onder het paritair comité voor de voedingsnijverheid.

Onder "kleine bakkerijen en banketbakkerijen" wordt verstaan de bakkerijen, de banketbakkerijen die "verse" producten vervaardigen voor onmiddellijke consumptie met zeer beperkte houdbaarheid en de verbruikszalen bij een banketbakkerij, die niet gelijktijdig aan de drie volgende voorwaarden voldoen :

- Aantal tewerkgestelde personen (voltijdsen en deeltijdsen, in hoofden uitgedrukt) hoger dan 20 op het ogenblik van de betekening van de opzeg of de verbreking van de arbeidsovereenkomst;
- Zakencijfer tijdens het voorgaande boekjaar hoger dan 1.859.200 €
- Gebruik van een tunneloven

Bij ontslag door de werkgever ontvangen de arbeiders, boven de werkloosheidsuitkeringen waarop zij recht hebben, een aanvullende vergoeding ten laste van het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij.

De aanvullende vergoeding bedraagt 5 € per werkloosheidsdag gedekt door een werkloosheidsuitkering.

De aanvullende vergoeding is verschuldigd voor de dagen van werkloosheid na de opzeggingstermijn of periode gedekt door een opzeggingsvergoeding gedurende een periode vastgesteld op :

- 3 weken wat de arbeiders betreft die tussen 10 en minder dan 15 jaren anciënniteit in de onderneming tellen;
- 6 weken wat de arbeiders betreft die tussen 15 en minder dan 20 jaren anciënniteit in de onderneming tellen;
- 8 weken wat de arbeiders betreft die 20 of meer jaren anciënniteit in de onderneming tellen.

Deze aanvullende vergoeding kan niet worden gecumuleerd met de vergoeding in het kader van brugpensioen, collectief ontslag of sluiting van onderneming.

De rechthebbende arbeider dient zijn aanvraag in door middel van het aanvraagformulier op de keerzijde, hetzij rechtsreeks, hetzij via zijn vakbond. Bij het aanvraagformulier dient een kopie van de C4 te worden gevoegd. De aanvragen worden ingediend en behandeld per periode van 4 weken of na het doorlopen van de volledige periode tijdens dewelke men recht heeft op de vergoeding.